

**Union européenne - Politique
migratoire - Francophonie -
Entretien de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès
du ministre de l'Europe et des
Affaires étrangères, avec Public
Sénat**
(Paris, 25 juin 2018)

Union européenne

Politique migratoire - Francophonie - Entretien de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, avec Public Sénat

Paris, 25 juin 2018

Q - Bonjour à tous et à ceux qui nous rejoignent. Deuxième partie de cette émission avec Territoires d'Infos. La presse quotidienne régionale, les télé locales de France, les radios, 130 radios qui sont nos partenaires sur tout le territoire français et TV5 Monde bien sûr. Notre invité politique aujourd'hui, au lendemain des élections en Turquie, c'est Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères. Merci d'être là Jean Baptiste Lemoyne. Pour vous interroger à mes côtés ce matin, Marcelo Wesfreid du Figaro pour Public Sénat, bonjour Marcelo.

Q - Bonjour.

Q - Et Patrice Moyon, bonjour.

Q- Bonjour Cyril.

Q - Vous représentez la presse quotidienne régionale sur ce plateau et vous travaillez à Ouest France, merci d'être avec nous. Je le disais, des élections en Turquie, Erdogan proclamé vainqueur de l'élection présidentielle. Le chef de l'Etat turc a revendiqué sa victoire dimanche soir, le président de la commission électorale a confirmé ce résultat mais l'opposition conteste. Je voudrais votre réaction.

R - Ecoutez ! Nous, nous prenons notre du résultat du vote selon lequel il apparaît effectivement que le président se succède. Maintenant, vous savez que l'OSCE qui avait déployé des observateurs doit faire un point très précis cet après-midi sur les conditions de déroulement de ce scrutin. L'OSCE avait déployé tout un dispositif justement d'observateurs. Nous attendons ces conclusions . Le fait est que la France et la Turquie doivent continuer à avoir un dialogue dense, franc sur beaucoup de sujets notamment pour faire face en commun à un certain nombre de sujets, dont le sujet migratoire, sur lequel, on le sait, la Turquie joue un rôle important naturellement.

Q - On va y revenir bien sûr.

Q - Il y a un accord justement avec la Turquie, l'Union européenne verse 3 milliards d'euros à la Turquie pour qu'elle garde en gros l'essentiel des réfugiés syriens. Quand vous voyez le résultat d'hier, vous vous dites qu'il va y avoir une poursuite de cette politique-là ?

R - En tous les cas à partir du moment où il y a eu un accord, un accord a toujours vocation à se poursuivre, sauf remise en cause et je ne crois pas que ce soit le cas. Il est important sur ce sujet migratoire d'avoir des réponses à tous les niveaux. Il faut naturellement apporter des réponses très en amont dans les pays d'origine des migrations ; et c'est le sens de l'augmentation de l'aide publique au développement française, je pourrais y revenir, mais également, intensifier la coopération avec les pays de transit. La Turquie en est un. Ce n'est pas le seul . Le Président de la République a souhaité aussi par exemple que dans la zone sahélienne, il y ait un travail qui soit conduit avec des Etats comme le Niger par exemple. Et donc des missions sont menées à la fois avec des agents de l'OFPRA français, avec le HCR, avec l'OIM pour pouvoir identifier en amont les personnes qui relèvent du droit d'asile. Parce que le droit d'asile, il est inconditionnel, il est constitutionnel quelque part, il relève de cette humanité que nous devons reconnaître à chacun. Et donc s'assurer que des personnes qui sont éligibles puissent naturellement y prétendre et ne pas avoir à faire cette traversée de la mort qu'est la Méditerranée.

Q - Alors sur cette question migratoire, l'Europe apparaît plus divisée que jamais, il y avait un mini-sommet ce week-end, les pays du Visegrád ont refusé de venir. C'est quoi les perspectives aujourd'hui ?

R - Il faut être très clair, vous avez raison, il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt. L'Europe aujourd'hui fait face à un certain nombre de tests, de tests de solidité et de solidarité je dirais. On a naturellement la question migratoire - et je vais y revenir, je n'élude pas le sujet - on a également la question des relations commerciales internationales, parce que vous avez vu que l'Europe également a été mise au défi par Donald Trump ... je prends ces deux sujets pour vous dire que finalement ; on est aussi à un moment charnière je pense pour l'Union européenne. Est-on capable oui ou non d'une part d'assurer le fait qu'il y ait une souveraineté qui doit être toujours plus affirmée et, donc, on ne doit pas se laisser imposer des mesures extraterritoriales comme celles des Etats-Unis par exemple ; et par ailleurs est-ce que nous sommes capables d'apporter des réponses efficaces dans le respect du droit européen et international à sujets qui se posent de façon collective ...

Q - A combien, à 28 où on fait des groupes plus restreints ?

R - Vous savez ça, le Conseil européen le dira. La réunion d'hier, je n'en aurais pas la description aussi pessimiste ou négative que la vôtre. Je pense... si on regarde d'ailleurs les propos du Premier ministre, du président du Conseil italien, il s'est déclaré très satisfait. Donc ça veut dire que les vrais sujets ont été mis sur la table, que pistes non conformes aux valeurs européennes ont été écartées, des pistes qui ont été amenées à être creusées. Et le président de la République l'a dit, c'est une réunion utile et qui va permettre d'avancer aussi sur des voies très concrètes. Il faut renforcer très naturellement les outils permettant de vraiment protéger nos frontières extérieures. Pensez qu'aujourd'hui Frontex, c'est 1.200 collaborateurs, donc l'ambition c'est d'aller à 10.000 très vite...

Q - Donc la réponse c'est quoi, c'est plus d'Europe ?

R - Alors la réponse c'est plus d'Europe, il faut qu'on gère ce sujet en commun. Le défi il est commun, on doit apporter une réponse commune. Le président du Conseil italien a fait une proposition qui est similaire à celle du président de la République, celle de dire : ceux qui ne jouent pas le jeu et qui n'acceptent pas le fait d'accueillir des personnes qui doivent l'être - je dis biens ceux qui doivent l'être -, à ce moment-là doivent être pénalisés financièrement.

Q - Comment on fait très concrètement, comment vous allez pénaliser la Hongrie, comment vous allez pénaliser la République tchèque si elles refusent d'accepter - et ce sera le cas - leurs quotas de migrants ?

R - Vous savez, l'Europe a été très généreuse lorsque ... nous nous sommes élargis, et que des montants importants ont été et sont toujours versés pour plus de convergence

Q - On coupera les subventions.

R - Ce que je veux dire c'est qu'à un moment, il faut voir tous les efforts qui ont été faits par l'Europe elle-même pour permettre justement une bonne intégration des pays d'Europe centrale et orientale. Et donc je veux dire, c'est qu'à l'époque on n'a pas chipoté ; et aujourd'hui on doit retrouver cette solidarité européenne chez l'ensemble des Etats membres. Et donc c'est ça le débat et vous voyez, le fait que le président du Conseil italien lui-même pose le débat montre que, y compris parmi les gouvernements qui ont parmi leurs membres des partis qui souhaitent remettre en question l'Europe, il y a quand même aussi cette volonté de responsabilité globale.

Q - Alors est-ce qu'il n'y a pas quelque chose de paradoxal, les pays les plus opposés aujourd'hui à cet accueil de migrants, ce sont aussi les pays dont la démographie aujourd'hui est en chute, donc ils vont avoir besoin d'accueillir des migrants demain !

R - Vous pointez du doigt un paradoxe, ce n'est pas le seul, qui illustre le fait que ce sujet migratoire est aussi un peu instrumentalisé. Ce qui se passe c'est quoi ? C'est que les flux de migration ont été divisés par 20 depuis 3 ans, le pic de la crise. Aujourd'hui en réalité, le nombre de personnes qui tentent cette traversée est beaucoup moindre que lorsque nous avons

dû faire face à un afflux de réfugiés, pour beaucoup d'ailleurs qui relevaient de l'asile à l'époque à cause du conflit en Syrie, Et donc si le sujet est aujourd'hui en haut de l'agenda européen, c'est parce qu'un certain nombre de forces en ont fait naturellement un sujet politique.

Il ne vous a pas échappé d'ailleurs que la campagne électorale des municipales se poursuit en Italie. Lorsque Matteo Salvini continue à faire son tour d'Italie, c'est pour faire en sorte que son parti, la Ligue, soit plus fort.. Donc ne soyons pas dupes de cela, apportons des vraies réponses parce que tout simplement au-delà de l'année 2018, il s'agit de s'assurer que la construction européenne se poursuit en bon ordre, parce que... ce qui s'est construit patiemment depuis des décennies, en l'occurrence depuis que la fameuse Communauté européenne du charbon et de l'acier dans les années 1950, tout cela peut se déliter très vite si l'on y prend garde.

Q - Alors cas concret Jean-Baptiste Lemoyne, il y a un navire affrété par une ONG allemande qui s'appelle le Lifeline, il y a 239 migrants à bord qui... alors c'est le même cas que l'Aquarius, l'Italie refuse qu'il accoste. Est-ce que la France va accepter qu'il accoste dans ses ports ?

Q - On voit les images derrière vous d'ailleurs.

R - Encore une fois, le président de la République a été clair. Il y a un droit international qui existe, ce droit international humanitaire...

Q - Vous dites "la France...

R - Attendez !

Q - Est trop loin, ce n'est pas à nous de le faire.

R - Il dit que justement, compte tenu des conditions dans lesquelles ces personnes se trouvent, qui parfois sont des conditions un peu d'urgence, il convient que ce soit le port le plus proche, le plus sûr qui puisse les accueillir, c'est du bon sens. Et après, après... regardez la France, lorsque l'Aquarius a accosté en Espagne, la France a dit qu'elle était prête à examiner un certain nombre de situations et aujourd'hui, nous avons une mission de l'OFPRA qui a été envoyée en Espagne.

Q - Jean Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, est notre invité politique ce matin. Le président de la République renoue avec le Vatican, il rencontrera le Pape demain à Rome. Les catholiques français restent très attentifs aux signaux qu'Emmanuel Macron pourrait envoyer, il sera fait d'ailleurs chanoine de Latran. Au menu de leurs discussions, j'imagine qu'il y aura aussi les migrants, est-ce que le Pape François est un allié du président de la République dans ce domaine ?

R - Ecoutez ! Je ne sais si ce sont dans ces termes-là qu'il faut évoquer la relation. Le Vatican est un Etat, c'est par ailleurs une puissance spirituelle,

Q - On connaît les préoccupations du Pape...

R - Et on sait qu'effectivement, le Pape est très sensible à cette dimension. Il a d'ailleurs eu des propos déjà forts et je crois que cela doit inspirer un certain nombre de personnes. Maintenant, on est là dans une tradition qui existe, cette tradition depuis Henri IV en réalité qui fait que les rois, puis les chefs d'Etat naturellement sont faits chanoine de Latran...

Q - Non, non, François Mitterrand avait refusé et François Hollande également.

R - Non, ce n'est pas exact. Ils ne se sont pas rendus sur place, mais la tradition d'accepter le titre je crois n'a pas véritablement été remis en cause. Il y a une histoire très dense qui existe naturellement entre la France avec naturellement le Vatican, compte tenu de... voilà, encore une fois un certain nombre d'éléments historiques.

(...)

Q - Le prochain scrutin c'est les européennes, dans quel contexte ça va... quels vont être à votre avis les enjeux et quelles vont être les questions sur lesquelles ça va se jouer ?

R - Je crois qu'on le voit, l'Europe est à la croisée des chemins et donc on va voir qui défend une Europe plus souveraine plus unie. Vous le savez, c'est l'ambition que porte la République en marche. Plus démocratique aussi : 'est pourquoi d'ailleurs, le président de la République a souhaité que les Français, les Européens s'expriment sur l'Europe qu'ils veulent. Et donc il y a ces consultations citoyennes qui se déroulent partout sur le territoire. J'étais moi-même à Fontainebleau à l'invitation de Frédéric Valletoux la semaine dernière pour rencontrer une centaine de bellifontains et comme ça échanger sur l'Europe...

Q - Quand vous voyez votre ancienne famille politique, les Républicains...

R - Et justement, ce qu'on voit c'est que les Français ont beaucoup d'attentes et que maintenant, il faut porter un projet audacieux, ambitieux, ça sera notre rôle.

Q - Mais on voit bien que les crispations identitaires, elles traversent l'ensemble des pays européens, mais aussi votre ancienne famille politique, Les Républicains aujourd'hui. L'Allemagne aujourd'hui avec Angela Merkel qui sous pression avec la CSU, est-ce que la question de l'identité justement, elle ne va pas être au coeur des élections européennes dans un an ?

R - Oui, vraisemblablement, mais d'ailleurs l'identité européenne parlons-en parce que l'Europe c'est aussi l'affirmation d'une puissance. Et une puissance, je pense que tout le monde se reconnaît dans cette volonté d'avoir une Europe forte (" XXL ") qui permette de peser face à des grands ensembles, de faire en sorte qu'on ne soit pas divisé par d'autres. Il faut réfléchir et apporter des réponses concrètes, efficaces sur les sujets que vous évoquez, le sujet migratoire naturellement. Et c'est pourquoi encore une fois, nous avons tout ce travail depuis l'amont, depuis les pays d'origine jusqu'à l'accueil ici.

Q - Jean-Baptiste Lemoyne, parlons un peu francophonie. Vous partez au Cameroun je crois dans quelques jours, c'est important la francophonie, c'est un atout pour la France ?

R - Justement autant on a le sentiment assez naturel d'être européen, de se projeter dans cet espace quand on est français ; paradoxalement on a moins cette projection spontanée dans un espace francophone. Or le partage de la langue française par de nombreux Etats dans le monde est une chance, une opportunité en matière d'études, en matière professionnelle, en matière culturelle bien sûr. Et donc de ce point de vue-là, le président de la République vous savez a présenté un plan ambitieux le 20 mars dernier sous la coupole de l'Académie française, pour faire en sorte que la francophonie ce ne soit pas quelque chose de désuet, mais vraiment un outil pour le rayonnement de cette culture, de cette langue qui, aujourd'hui d'ailleurs, est irriguée partout dans le monde, puisqu'encore une fois nos amis africains, américains, asiatiques sont parmi les plus grands poètes, locuteurs. Mais encore une fois, ça a beaucoup également d'importance dans la vie concrète, à travers les échanges universitaires, à travers les opportunités économiques.

Q - Oui mais parallèlement, la France... il y a la tentation aussi de rogner les budgets affectés à ce qui pourrait permettre à la francophonie de rayonner, est-ce qu'il n'y a pas une contradiction ?

R - Vous savez, en matière par exemple d'enseignement français à l'étranger, justement nous avons tout un travail qui est conduit pour doubler le nombre d'élèves dans ces réseaux à l'échéance 2030. Et ce n'est pas moins près de 400 millions d'euros qui sont consacrés chaque année par le Quai d'Orsay, c'est le plus gros poste dans notre programme culturel et éducatif qui est dédié à l'enseignement français à l'étranger. Donc il y a une volonté réelle de faire en sorte que le français continue à être une grande langue internationale et une grande langue parlée sur tous les continents.

Q - Vous êtes secrétaire d'Etat auprès de Jean-Yves Le Drian, la répartition se passe bien ?

R - Mais tout à fait. Vous savez on n'est pas de trop avec Nathalie Loiseau et Jean-Yves Le Drian pour démultiplier la voix du président de la République, sachant qu'il y a une attente très forte de France à l'international. C'est important parce que le regard de l'extérieur a changé sur la France, et je pense que nous Français devons tous avoir conscience que ce regard ayant changé sur nous, nous devons changer le regard que nous portons sur nous-mêmes. Parce que nous avons de nombreux atouts, pour avancer et sortir définitivement du déclinisme que nous avons pu connaître, il y a quelques années, c'était avant la campagne présidentielle. Je crois qu'aujourd'hui il y a un regain d'optimisme, nous devons avoir confiance en nous et aller de l'avant.

Q - Merci Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès de Jean-Yves Le Drian, d'avoir été notre invité politique ce matin. Merci beaucoup./.